

Comité : Conseil des expert.e.s sur la sécurité mondiale

Thématique : Comment protéger les civils de l'insécurité ?

Nom de votre think tank/groupe de réflexion : Fondation Paix et Développement

1. De quelle manière votre think tank est concerné.e par le sujet ?

La Fondation Paix et Développement, basée au Sénégal depuis sa création par le Président du Conseil Mamadou Dia en 1991, est concernée par les sujets traités au sein du Conseil des Experts. Le monde entier est impliqué, mais en particulier nous, Organisations Non Gouvernementales, qui œuvrons chaque jour pour un monde meilleur, accompagnées par l'Organisation des Nations Unies, pour la paix et le progrès humain.

Notre Fondation a trois objectifs directeurs, qui guident nos réflexions et les actions menées par la suite : la paix durable, le développement humain et la justice sociale. Nous nous inspirons également grandement des Objectifs de Développement Durable adoptés en 2015 par l'ONU, notamment l'ODD 4 (soutien pour des programmes d'éducation accessibles, inclusifs et de qualité), l'ODD 16 (promotion d'institutions transparentes et efficaces), l'ODD 8 et 10 (réduction des inégalités et accès à l'emploi pour tous), l'ODD 13, 14 et 15 (protection de l'environnement), et l'ODD 17 (développement de collaborations variées). Ces lignes directrices nous aident à mener divers projets, détaillés dans la partie deux, allant dans le sens du sujet, à savoir protéger les civils de l'insécurité, mais également accélérer leur développement.

Par ailleurs, nous sommes impliqués dans les sujets traités par le Comité des Experts car nous estimons avoir une vision différente de l'insécurité, qui semble optimiste. Nous pensons, raisonnablement, que chaque problème a non pas une solution, mais deux : la résolution après que le problème se soit posé, ou alors la résolution avant qu'il existe. Par exemple, la délinquance chez les jeunes, qui peut se transformer en terrorisme, a de nombreux facteurs : le manque d'éducation, d'accompagnement, le sentiment d'inutilité. Si ces facteurs sont éliminés avant l'instrumentalisation du jeune, la problématique du terrorisme sera moindre qu'actuellement. C'est l'une de nos principales préoccupations, puisqu'en 2024, 51% des actes terroristes ont eu lieu au Sahel, dont nous faisons partie. Pour atteindre la paix, il faut d'abord éliminer ou guérir tout ce qui s'y oppose.

2. Que propose votre think tank ?

La Fondation Paix et Développement suit attentivement les analyses de ses experts, afin de réaliser des actions profitables à tous. Nous avons déjà mis en place de nombreux projets depuis notre création, comme le Colloque international qui s'est tenu à Dakar du 14 au 17 décembre 1992 sur le thème "Culture, Démocratie, Développement", qui avait pour but de promouvoir des systèmes politiques sains pour les Etats, tout en respectant les traditions de chacun. Nous avons également mis en place des partenariats avec l'Académie de la Paix, une institution favorisant la résolution pacifique des conflits par le dialogue ; ou encore l'école Sup'imax (ou Institut des métiers du numérique), afin de permettre à tous les jeunes d'avoir accès à une formation de qualité. Par ailleurs, nous préparons un projet de "Ferme école agro-écologique", afin de répondre à l'enjeu éducatif (formation d'agriculteurs) mais aussi environnemental (pratiques agricoles respectueuses).

Le premier thème à étudier est celui de la guerre et des guerres hybrides. Pour rappel, une guerre hybride est un conflit combinant des actions non-militaires, qui peuvent être d'ordre diplomatique, économique, cybernétique, ou encore relever de la manipulation de l'information. Cette forme de guerre est de plus en plus courante, utilisée par exemple par la Russie, dans le conflit russo-ukrainien (les "petits hommes verts"), mais aussi en Afrique, en portant atteintes aux intérêts des occidentaux (soutien au régime de Bachar Al-Assad, assistance à certains pays du Sahel après détérioration de leurs relations avec l'Europe), en Amérique (ingérence russe dans les élections de 2016, avec pour objectif la montée du populisme de droite). Protéger les civils de l'insécurité provoquée par les guerres hybrides est une mission reliée à l'importance d'instaurer un système politique démocratique, stable et fiable. Informer les populations est prioritaire, en faisant par exemple des conférences gratuites et factuelles, afin de leur laisser exercer leur libre-arbitre. Les guerres dites "traditionnelles", donc armées, amènent elles aussi de nombreux problèmes, notamment liés à la dangerosité des armes utilisées. En effet, est-il possible de protéger les civils des armes ? Pour cela, il faudrait différencier les civils et les armées, or c'est impossible puisque pour avoir un réel impact sur son adversaire il faut l'affecter sur tous les points. En Afrique, il faudrait que les populations puissent se cacher, se mettre à l'abri de ces conflits meurtriers.

Le deuxième sujet à explorer est celui du terrorisme. Le principal objectif des groupes terroristes est de déstabiliser les gouvernements afin d'y installer le chaos, et de créer un sentiment d'insécurité chez les civils, pour qu'ils remettent en question la compétence de l'Etat à les protéger. Les sources de financement du terrorisme sont très diverses. Les fonds peuvent provenir d'activités illégales, allant de la petite criminalité jusqu'au crime organisé (trafic de stupéfiants, d'armes ou traite d'êtres humains). Mais ils peuvent aussi provenir d'une source légitime, qu'ils aient été fournis par exemple par les membres de l'organisation (habituellement les nouveaux arrivés) ou obtenus par utilisation abusive d'organisations à but non lucratif. Pour lutter contre le terrorisme, il est fondamental que tout le monde ait accès à l'emploi (1 adulte sur 5 au Sénégal est au chômage en 2024) et dispose ainsi d'une situation financière correcte, qui pourrait être soutenue par l'Etat ou des associations comme la Croix Rouge (si besoins médicaux par exemple). Il est primordial d'instaurer des inspections contre la corruption (2 tiers des pays du monde ont un indice de corruption inférieur à 50, dont tous les pays d'Afrique) au sein du gouvernement, qui pourraient être réalisées par un organisme tiers, tel que les Nations Unies.

Ensuite, la troisième question que nous allons aborder est celle de la criminalité organisée. A échelle mondiale, les crimes organisés et trafics illégaux sont en hausse. Selon l'Indice Mondial de la criminalité, plus un régime est démocratique, plus sa résilience est grande. En effet, les régimes hybrides et autoritaires sont plus sujets à de la corruption et du non-respect des droits fondamentaux de l'Homme (trafic d'êtres humains par exemple). Un autre point important est l'influence croissante des acteurs étrangers, puisqu'en effet, en Afrique, avec l'intervention de groupes paramilitaires (tel que Wagner au Sahel) le taux de criminalité a augmenté d'environ 3% entre 2022 et 2023. Toujours selon l'Indice Mondial de la criminalité, le soutien aux victimes a diminué entre 2022 et 2023. Notre priorité est de renforcer le soutien aux personnes vulnérables, en incitant les civils à s'engager dans les nombreuses associations de prévention qui existent (contre les viols par exemple).

Enfin, notre dernière préoccupation est celle des armes. Les armes et leur développement ne sont habituellement pas traités par notre Fondation, mais nos experts se sont penchés sur le sujet. La guerre en Ukraine et les tensions à Taiwan ont marqué le retour d'une course aux armements. On peut citer par exemple les essaims de drones, les robots dotés de l'intelligence artificielle, les missiles hypersoniques ou les armes laser. Ces progrès technologiques permettent à certains États de s'assurer une certaine sécurité, mais posent une problématique majeure : est-ce encore possible de protéger les civils en cas de conflit ? La réponse n'est pas évidente, et notre conclusion est qu'il faut au maximum prioriser le dialogue et non pas la violence. Les civils et institutions pourraient aussi

essayer de faire pression sur le gouvernement belligérant, mais aucun résultat n'est assuré (conflit israëlo-palestinien, avec les manifestations le 18 août 2025).